

Introduction :

Entre 2015 et 2018, l’Afrique subsaharienne a connu près d’une trentaine d’élections présidentielles. Aujourd’hui, l’Afrique se situe à un point de basculement avec, schématiquement, une vingtaine de régimes autoritaires ou dictatures et une autre vingtaine de démocraties sur le continent. La plupart des régimes autoritaires où se sont déroulées des élections ont vu les pouvoirs en place se maintenir, à l’exception de la Gambie. Mais les organisations de la société civile, chrétiennes ou laïques, la hiérarchie catholique elle-même parfois, se sont engagées dans ce combat pour plus de démocratie, en faisant face à des risques importants. L’engagement important de la société civile¹, notamment sous la forme de mouvements citoyens, c’est-à-dire de mouvements de jeunes à l’organisation horizontale et aux actions non-violentes, est à envisager comme une continuité de l’effervescence démocratique des années 1990 en Afrique. Ces nouvelles structures, plus jeunes et au référentiel théorique différent, entretiennent des rapports complexes avec l’Eglise entre critiques et proximité.

Tous ensemble, ces groupes représentatifs de la société font face à la répression. Au sein de « Tournons la page », mouvement international que je coordonne à l’international au nom du Secours Catholique, ils cohabitent, expérimentent et agissent ensemble pour l’alternance démocratique. C’est depuis cet espace privilégié que je m’exprime aujourd’hui. Compte tenu de la concentration des activités de « Tournons la page » dans 7 pays d’Afrique (Burundi, Cameroun, Congo, Gabon, Niger, RDC, Tchad), j’évoquerai plus particulièrement les contextes de ces pays.

D’où vient l’engagement de l’Eglise et de la société civile sur l’enjeu démocratique en Afrique ?

Depuis les indépendances, en fonction des contextes politiques, des organisations non-étatiques et apolitiques et l’Eglise catholique ont pesé sur l’enjeu politique en Afrique. Mais, c’est surtout à l’époque des conférences nationales que se sont créées de nombreuses organisations syndicales, de droits de l’homme ou même rattachées à l’Eglise qui agissent toujours pour qu’adviennent des modèles politiques vertueux sur le continent. La période des transitions démocratiques couplées aux plans d’ajustement structurel des années 90 a été à l’origine de l’effervescence des acteurs de la société civile. Il faut rappeler à ce titre que dans la période de transition démocratique des années 1990, l’Eglise a joué un rôle souvent décisif. Cinq des huit Conférences Nationales Transitoires qui ont été organisées au cours de cette époque ont été présidées par des Evêques catholiques.

Si les organisations laïques s’appuient souvent sur les textes internationaux régissant les droits humains (Déclaration universelle des droits de l’Homme, Constitutions nationales, philosophie politique des Lumières, recherches militantes plus contemporaines...), l’engagement de l’Eglise d’Afrique repose sur un autre corpus :

- La doctrine sociale de l’Eglise et son corpus constituent bien sûr les premiers fondements à l’engagement de l’Eglise dans l’arène publique.

¹ Selon le livre blanc de la gouvernance de l’Union Européenne, « La société civile regroupe notamment les organisations syndicales et patronales (les "partenaires sociaux"), les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles, les organisations caritatives, les organisations de base, les organisations qui impliquent les citoyens dans la vie locale et municipale, avec une contribution spécifique des églises et communautés religieuses »

11 Juin – Conférence des Evêques de France – « L’Eglise catholique et la société civile face aux régimes autoritaires en Afrique » - Laurent Duarte

Mais d’autres textes sont venus depuis les années 1990 ancrer ce rôle sur le continent africain, comme par exemple :

- La prière des Pères de la Première Assemblée du Synode des Evêques pour l’Afrique (1994) demandait « que surgissent en Afrique de saints politiciens » - hommes et femmes – et qu’il y ait de saints Chefs d’Etat, qui aiment profondément leur peuple et qui désirent servir plutôt que d’être servis ».
- Le SYNODE DES EVÊQUES - pour l’Afrique de 2009 - L’Eglise en Afrique au service de la réconciliation, de la justice et de la paix
- La Déclaration de Mumemo - Une Nouvelle Pentecôte pour l’Afrique de 2010 du SCEAM. Le Symposium des Eglises d’Afrique et de Madagascar croit que chacun, y compris l’Eglise, a la responsabilité de contribuer au bien commun de tous les membres de la société et de s’investir sur la question de la démocratie. A la suite des prophètes et des apôtres, l’Eglise est envoyée dans le monde pour promouvoir le bien commun, dont la bonne gouvernance fait partie. C’est une condition indispensable pour mener à bien des transitions démocratiques pacifiques
- L’exhortation apostolique « Africae munus » de 2011, qui appelait l’Eglise africaine à œuvrer pour une plus grande justice dans la société.

Des textes à l’engagement de terrain

Les organisations confessionnelles de la société civile se sont engagées durablement sur les processus démocratiques. Dans le cadre de la campagne Tournons la page, j’ai pu observer l’engagement de Caritas Mali sur l’observation électorale dans un contexte politique difficile marqué par le désintérêt des citoyens pour la chose publique et l’insécurité. Au Congo-B, Justice et Paix, qui est à l’origine de Tournons la page, a mené un travail fondamental lors de la dernière présidentielle : formation de scrutateurs, compilation indépendante des votes, plaidoyer international contre la coupure d’internet et la répression. Elle a surtout été en mesure de travailler en consortium avec des organisations évangéliques, des mouvements de jeunes et des associations de droits de l’homme.

Un autre volet d’engagement pour la démocratie consiste à défendre les droits fondamentaux et accompagner les victimes de violations. Autour des industries extractives, en RDC, au Congo-B ou encore en Sierra Leone, les organisations catholiques s’engagent. A ce titre, plusieurs organisations chrétiennes sont partie prenante de l’initiative internationale pour la transparence des industries extractives « Publiez ce que vous payez ». La lutte contre la corruption est un des sujets privilégiés des Eglises du Kenya, d’Ouganda et d’Afrique du Sud depuis des années. Dans un contexte non francophone, le 23 avril 2017, Mgr Mpundu, Archevêque de Lusaka, au nom de la Conférence épiscopale et en lien avec d’autres Eglises, a mis en demeure le gouvernement de cesser ses intimidations et ses violences pour maintenir la majorité au pouvoir. Au Kenya, les Evêques ont d’ailleurs récemment joué un rôle de médiation entre Kenyatta et Odinga, en soutenant le travail de la Cour Constitutionnelle. Ce genre de médiation a vu le jour à Madagascar, au Togo, en RDC...

L’enjeu de toute démocratie, en Afrique comme ailleurs, est de contribuer à un nouveau citoyen, au sens d’une citoyenneté active. Le désintérêt pour la chose publique prospère, laissant le champ libre aux pires avatars politiques. En complément ou en association avec d’autres acteurs associatifs, les

11 Juin – Conférence des Evêques de France – « L’Eglise catholique et la société civile face aux régimes autoritaires en Afrique » - Laurent Duarte

organisations catholiques essayent d’éveiller les consciences à travers des formations à la non-violence, la création de communautés d’actions et de paroles...

L’Eglise et les pouvoirs autoritaires : entre peur, divisions et courage.

Plusieurs Eglises catholiques d’Afrique centrale sont actuellement directement menacées par le pouvoir politique. Entre silence, médiation timide et prise de parole, la réaction des responsables catholiques est loin d’être uniforme.

L’Eglise est prise à partie dans des pays où les pouvoirs ne supportent pas qu’on leur résiste. Ils perçoivent ainsi toute opposition comme une menace. On a souvent pensé que la répression de l’Eglise catholique par les pouvoirs en place était liée aux élections. Mais ce n’est pas le cas. Que ce soit à l’approche des élections ou non, les évêques font les frais de pressions fortes, comme d’autres organisations qui s’opposent au pouvoir en place.

L’Eglise catholique en RD Congo, forte de son histoire – elle a créé la première faculté de théologie d’Afrique, dispose d’un réseau d’écoles puissant et a joué un rôle décisif depuis l’indépendance dans le champ social et politique notamment avec la figure du cardinal Monswengo – et de son nombre (4000 prêtres, 1445 paroisses, 47 diocèses) s’engage fortement dans le processus de démocratisation en cours. C’est le cas le plus emblématique aujourd’hui en Afrique, avec un épiscopat qui après avoir mené d’une main de fer les négociations de l’accord de la Saint-Sylvestre, a soutenu les actions du Comité Laïc de Coordination (CLC) et les manifestations citoyennes. Dans le cadre de Tournons la page, nous avons vu un vrai engouement de toutes les organisations de la société civile lors des appels à manifester du CLC, même si sur d’autres sujets sociaux (les frais d’éducation par exemple) ou sur certains avis politiques (rencontre Monsengwo/Sassou Nguesso, transition sans Kabila...).

En ce début d’année 2018, l’Eglise et ses fidèles ont été les principaux opposants au régime en place, opposition que certains ont payé de leur vie. Les attaques dans les églises à coups de gaz lacrymogène, l’assassinat de l’activiste Rossy Mukendi à la porte d’une église à Kinshasa ont durablement marqué les esprits.

L’Eglise de l’autre Congo (Brazzaville), plus modeste au sein du catholicisme mondial par sa taille, n’en est pas moins capable depuis des années de porter un message en faveur de plus d’ouverture politique au Congo. Il y a quelques semaines dans une déclaration commune les évêques ont rappelé que le mal développement et la pauvreté avait pour cause principale la mauvaise gestion politique du pays. Ce message est d’autant plus courageux qu’en début d’année, un membre de Justice et Paix à Brazzaville avait été incarcéré quelques jours pour avoir simplement rencontré des étudiants en grève.

Parfois prendre la parole publiquement peut s’avérer dangereux, voire contre-productif. En 2007, lors de la crise politique à Madagascar, l’épiscopat s’oppose à l’organisation d’un référendum en pleine période d’inondations, dans une improvisation totale qui conduirait à un vote d’allégeance plutôt qu’au débat citoyen. Cette prise de parole forte, suscite alors un durcissement du régime, traduit par l’expulsion de Sylvain Urfer, jésuite français exerçant son ministère à Madagascar depuis trente-trois ans. Membre d’une ONG nationale connue et reconnue, le Comité national d’observation des élections, son arrestation conduit à une forte solidarité et à de vives réactions au sein des organisations de défense des droits, hors du champ catholique.

Mais les divisions au sein de l’Eglise catholique sont aussi souvent une conséquence de l’engagement contre des régimes autoritaires. Récemment au Cameroun, l’assassinat de Monseigneur Bala a rappelé que l’arbitraire pouvait frapper l’Eglise. Cet assassinat a conduit à de fortes tensions au sein même de

11 Juin – Conférence des Evêques de France – « L’Eglise catholique et la société civile face aux régimes autoritaires en Afrique » - Laurent Duarte

la conférence des Evêques, divisés quant à la marche à suivre. Ce décès intervenait également en pleine crise anglophone où certains évêques anglophones avaient été eux-mêmes visés par des poursuites judiciaires, sans un soutien explicite et franc des autres évêques. Fin 2017, la province épiscopale de Bamenda avait dénoncé une volonté de « génocide » et « d’épuration ethnique », accusant les forces de l’ordre mandatées par l’État « d’usage irresponsable d’armes à feu contre des civils désarmés ». Cette prise de position avait été vite contredite par Mgr Kleda, à la tête de la conférence des évêques, qui avait appelé à la mesure. Mais plus largement, alors que les évêques et fidèles des zones anglophones ne croient plus du tout en un processus de décentralisation, dans les cartons du gouvernement depuis de trop nombreuses années, c’est cette option que les Evêques ont défendue publiquement, faisant fi des aspirations des premiers concernés.

Que faire quand on est minoritaire ? C’est la question que se posent beaucoup d’Eglises et d’acteurs chrétiens sur le continent. Au Tchad et au Niger, deux pays que je suis plus particulièrement, parler publiquement contre des régimes qui répriment est difficile. Au Niger, les événements post-Charlie Hebdo où des églises avaient été attaquées ont marqué durablement les esprits. Si les récentes évolutions politiques du régime de M. Issoufou peuvent déplaire au sein de la communauté catholique, parler n’est pas envisageable. La montée en puissance du terrorisme et de l’islamisme wahhabite dans la région du Sahel complique encore davantage la situation. Au Tchad, les Evêques ont exigé un référendum pour la validation de la nouvelle constitution. Mais composée d’évêques tchadiens et européens et face à un régime militaire reposant sur une ethnie musulmane, la partie n’est pas aisée.

L’Eglise peut également se compromettre et décevoir. Sans vouloir indexer quiconque, il est parfois nécessaire de regarder aussi certaines compromissions qui sont en porte-à-faux avec les déclarations et textes cités en début de présentation. Au Gabon, les positions pro-pouvoir de l’Archevêque de Libreville lors de la Présidentielle et suite à la répression contre l’opposition ont choqué les fidèles, notamment les plus jeunes mobilisés massivement contre une famille au pouvoir depuis cinquante ans. Au Rwanda, meurtrie par un sentiment de culpabilité hérité de la période du génocide, l’Eglise ne s’est jamais publiquement opposée aux méthodes autoritaires de P. Kagame.

Dans la corne de l’Afrique, l’Eglise catholique entretient des rapports cordiaux avec des pouvoirs souvent infréquentables par peur d’être expulsée.

Au Burundi, la répression terrible a fait taire ou a conduit à l’exil toutes les voix indépendantes, y compris dans l’Eglise. En 2015, le meurtre de trois religieuses italiennes dans lequel seraient impliqués de hauts responsables du renseignement burundais a tendu les relations avec le pouvoir et instillé la peur au sein de l’Eglise. Si elle a repris la parole, juste avant la nouvelle modification de la constitution il y a quelques semaines, elle n’est pas allée jusqu’à prendre position sur la durée contre le régime en place. Le fait que le Président Nkurunziza soit Pasteur d’une Eglise, un chrétien « born again », qu’il se dise investi par Dieu pour sa mission, complique la position de l’Eglise.

Conclusion

Quelques pistes pour continuer cet engagement politique de l’Eglise :

- **Renouveler les approches des organisations chrétiennes**, s’allier à d’autres pour comprendre les logiques nouvelles de l’engagement citoyen des jeunes. Dans un continent où 78 % de la population a moins de 18 ans, sans renouveau des actes et des paroles, l’Eglise risque de ne plus être audible. Il faut qu’elle apprenne à s’adresser aux jeunes, sans quoi elle risque de les perdre. Par ailleurs, la forte progression des pentecôtistes, qui passe souvent par la promotion de logiques très individualistes, contribue aussi à la fragiliser.
- **Renforcer le rôle des laïcs**, comme c’est le cas actuellement en RDC. L’Eglise catholique en Afrique est encore très cléricale. Les postes clés sont le plus souvent occupés par des prêtres. Cela dit, des réseaux se constituent où se mêlent des mouvements d’Eglise et la société civile, des laïcs et des clercs comme le collectif Tournons la Page.
- **Développer une solidarité régionale** en renforçant les champs de compétences et les prises de paroles d’instances comme l’ACERAC, en Afrique centrale où se concentrent notamment les maux autoritaires de l’Afrique.